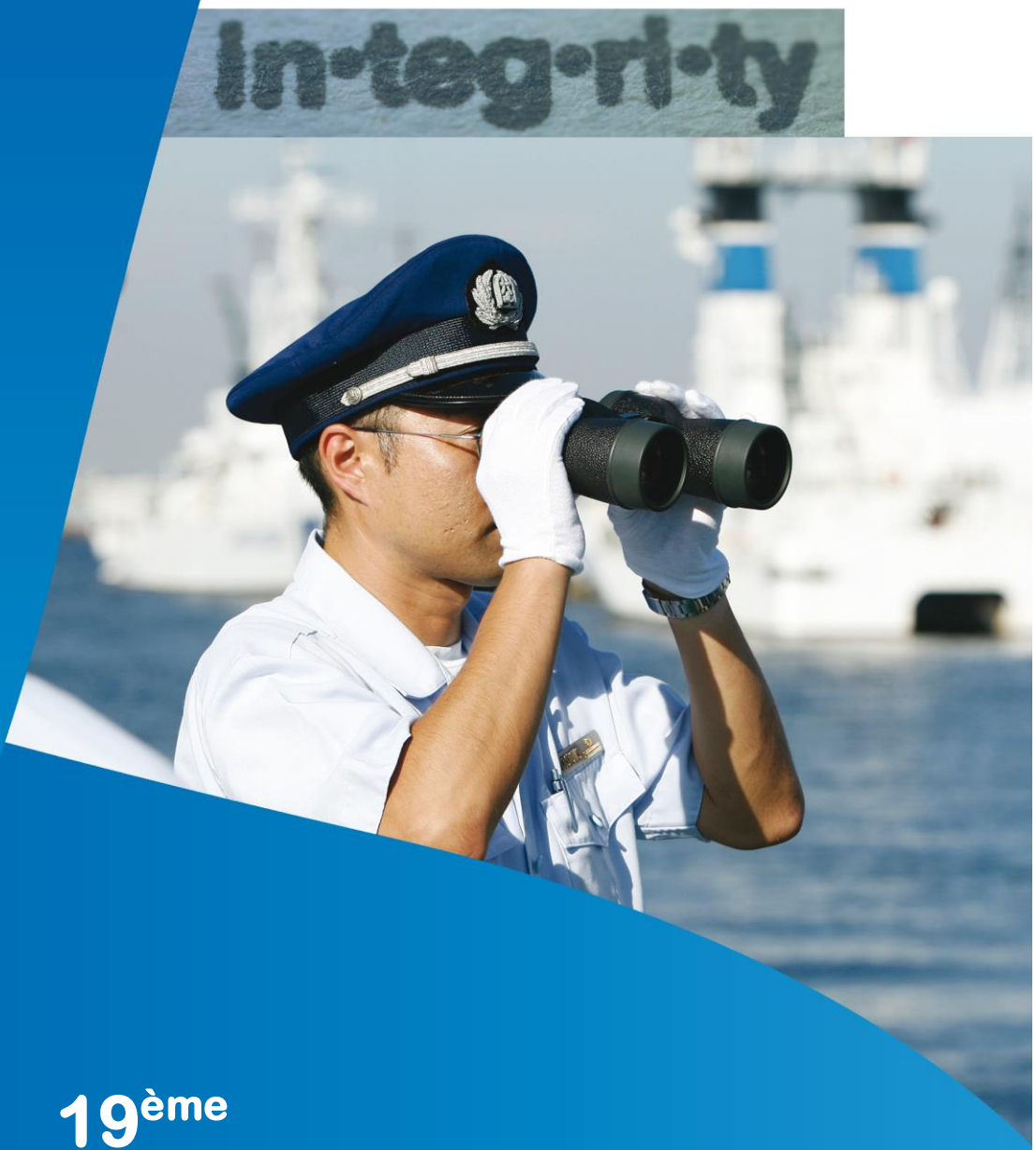
WORLD CUSTOMS ORGANIZATION



19ème Bulletin sur l'éthique de l'OMD

Sommaire

Editorial....3

Message du Président du SCE....5

Comment préserver l'éthique douanière en temps de crise: l'approche de la Douane algérienne....7

Nouvelle stratégie en matière de contrôle interne au sein de l'Administration fiscale et douanière d'Angola 10

Adoption d'un Code d'éthique pour les fonctionnaires des douanes de la République d'Azerbaïdjan.... 10

“De l'être au faire": Ethique et stratégie douanière de l'Administration fiscale et douanière de Colombie11

Renforcer le leadership et l'engagement de l'Administration des douanes du Guatemala 13

La gestion des conflits d'intérêts comme outil de prévention: l'expérience de l'Administration hongroise (NTCA) 15

Initiatives et mesures pour promouvoir l'éthique et lutter contre la corruption au sein de l'Administration des douanes d'Iran 16

Développer une intolérance à la corruption et promouvoir l'éthique au sein de la Douane lituanienne... 18

Un Plan détaillé pour lutter contre la corruption au sein du Service fédéral des douanes de la Fédération de Russie 20

La GRH: un outil important de la lutte contre la corruption 22

Informations récentes sur les activités de l'OMD liées à l'éthique.... 25

20ème session anniversaire du Sous-Comité sur l'éthique de l'OMD 25

Résumé des dernières activités en matière d'éthique 27

Programme A-CPI.... 27

Abréviations 30

Editorial

Chers lecteurs,

L'Organisation mondiale des douanes (OMD) a le plaisir de vous présenter sa 19ème édition du Bulletin sur l'éthique. Nous remercions tous les Membres qui ont envoyé des articles concernant leurs initiatives en matière de promotion de l'éthique et de prévention de la corruption.

L'éthique est un prérequis à un bon fonctionnement des administrations des douanes. En effet, l'éthique au sein des administrations des douanes, des autres agences gouvernementales et des organismes du secteur privé est essentielle à la croissance économique et à la prospérité d'un pays. Par contre un manquement à l'éthique en douane est de nature à fausser les échanges et les opportunités d'investissement, à saper la confiance du public vis-à-vis du gouvernement et, enfin, à mettre en péril le bien-être de l'ensemble des citoyens. Un manque apparent d'éthique et/ou la présence de corruption peuvent détruire la légitimité d'une administration des douanes. Dans certains pays qui dépendent fortement des recettes perçues par la douane, des problèmes d'éthique et de corruption, engendrent une diminution des recettes nécessaires au développent et de ce fait compromettent la capacité du gouvernement à investir dans son avenir.

Dès lors, l'éthique doit demeurer une des principales priorités de la communauté douanière internationale jusqu'à ce que la corruption soit totalement éliminée, et l'OMD en a fait une de ses principales priorités. Au fil du temps, différents documents stratégiques de l'OMD ont mis l'accent sur l'importance de l'éthique en douane. L'OMD a fait passer des messages clairs sur la nécessité absolue de lutter contre la corruption, de sauvegarder l'éthique et de renforcer les mesures de bonne gouvernance afin de contribuer à des administrations des douanes modernes et efficaces.

Dans cette édition vous trouverez de nouvelles initiatives, mesures, pratiques et programmes de promotion de l'éthique/lutte contre la corruption des Administrations des douanes d'Algérie, de la République islamique d'Iran et de Lituanie.

En outre, les lecteurs s'informeront sur la nouvelle stratégie de contrôle interne de l'Administration des douanes d'Angola, l'adoption d'un Code d'éthique par la Douane d'Azerbaïdjan, et la Stratégie en matière d'éthique de l'Administration fiscale et douanière de Colombie ("de l'être au faire").

Cette édition contient également des articles intéressants concernant le renforcement du leadership et de l'engagement au sein de l'Administration des douanes du Guatemala, un plan détaillé pour lutter contre la corruption au sein du Service des douanes de la Fédération de Russie, et l'expérience de l'Administration des douanes de Hongrie en matière de gestion de conflits d'intérêts comme outil de prévention. Les lecteurs pourront aussi en savoir plus sur la gestion des ressources humaines efficace en tant qu'élément important de la lutte contre la corruption au sein de l'Administration des douanes turque.

Le Bulletin sur l'éthique offre une opportunité unique de publier des mesures et des pratiques détaillées des administrations membres de par le monde visant à encourager l'éthique et lutter contre la corruption dans le contexte douanier.

Nous vous rappelons que le succès du présent Bulletin dépend en grande partie de vos contributions volontaires et que les articles qui sont publiés ici sont fournis par les Membres de l'OMD et reflètent donc leurs propres points de vue.

Bonne lecture de cette nouvelle édition du Bulletin sur l'éthique !

La Direction du renforcement des capacités de l'OMD

Message du Président du SCE

Cette année, le Sous-Comité sur l'éthique (SCE) entre dans sa troisième décennie. Avec le temps, le SCE a institutionnalisé le Programme sur l'éthique de l'OMD, et a fait progresser ce thème de manière rapide et opportune. Le SCE s'est avéré être une plateforme précieuse pour promouvoir le dialogue, impliquer les principales parties prenantes, et rester à jour avec les différentes initiatives développées par l'OMD pour aider ses Membres à promouvoir l'éthique et endiguer la corruption.

Alors que nous regardons ce qui a été accompli au cours des deux dernières décennies, il convient aussi d'envisager l'avenir, d'évaluer la position actuelle du programme de développement de l'éthique de l'OMD, d'examiner les leçons retenues et d'identifier la meilleure façon d'aller de l'avant en prêtant attention aux défis sous-jacents.

Au moment où nous entrons dans cette nouvelle phase, le monde est confronté à une situation sans précédent. Le rôle prépondérant joué par la douane est encore plus important, étant donné que la douane est en première ligne. En cette période de crise, la pandémie de COVID-19 nous a obligés à revoir les mesures que nous avions prises pour répondre à des problèmes urgents et difficiles en rapport avec l'éthique. L'accent mis sur les petites économies insulaires, l'analyse des données et l'apprentissage machine visant à appuyer les efforts de renforcement de l'éthique en douane, permettront d'élever le travail du SCE à un niveau supérieur.

S'agissant du travail accompli par le Secrétariat, il convient de mentionner les efforts réalisés dans le cadre de la révision du Guide pour le développement de l'éthique (GDE). Depuis l'adoption de la Déclaration d'Arusha révisée en 2003, l'OMD a développé de nombreux outils en matière de développement de l'éthique, y compris le GDE - d'abord publié en 2003 et révisé en 2014 - qui est sans aucun doute le principal outil de renforcement des capacités de l'OMD en matière d'éthique. Il est intéressant de noter que la nouvelle version - la version améliorée 3.0 du GDE - a été adoptée par la 20ème session du SCE au début de l'année et sera présentée à la Commission de politique générale et au Conseil pour approbation.

Le Secrétariat a fait un excellent travail en suivant les orientations conceptuelles du processus de révision du GDE. Ce processus a permis aux experts de l'éthique de réaliser un travail hautement productif tout en gardant une grande réactivité. Cette initiative a été un franc succès et le Groupe de travail s'est acquitté du mandat qui lui avait été confié. La contribution des experts a fourni une base solide pour une révision

complète du Guide. Je me réjouis que la nouvelle version soit officiellement adoptée cette année, ce qui lui permettra de trouver sa place dans la palette d'outils et d'instruments de l'OMD en matière d'éthique.

Toutes les activités réalisées dans le cadre du Programme de l'OMD sur l'éthique, coordonnées par le SCE, ont sans aucun doute permis d'améliorer l'image de la douane sur la scène internationale, en contribuant à la sécurité des chaînes logistiques à l'échelon mondial et en participant de manière significative à la campagne mondiale de lutte contre la corruption.

Je terminerai en félicitant et remerciant l'équipe éditoriale du Bulletin sur l'éthique grâce à qui ce Bulletin peut continuer à contribuer au programme global. Je suis convaincu que les articles présentés dans cette 19ème édition du Bulletin sur l'éthique enrichiront nos échanges et donneront matière à réflexion.

Ismail Nashid,
(Commissioner adjoint des douanes des Maldives)
Président du Sous-Comité sur l'éthique

Algérie

Comment préserver l'éthique douanière en temps de crise: l'approche de la Douane algérienne

L'éthique douanière est une condition préalable à la continuité de la chaîne logistique en période de crise et de reprise et doit être préservée. La Direction générale des douanes algérienne a assumé toutes ses missions douanières durant cette période de crise, les agents des douanes ont effectué leur travail avec professionnalisme tout en respectant le protocole sanitaire mis en place par les autorités sanitaires nationales et mondiales et ce, dans l'objectif d'assurer la continuité de la chaîne logistique qui n'a pas souffert d'un quelconque dysfonctionnement.

Formation et sensibilisation à l'éthique (principaux outils pour développer une attitude intransigeante à l'égard de la corruption):

La Direction générale des douanes algérienne a l'ultime conviction que la formation et la sensibilisation constituent deux éléments importants dans la stratégie de renforcement de l'éthique et de la lutte contre la corruption; elles doivent être développées de manière à ce qu'elles soient assurées de façon cyclique et permanente afin de maintenir la vigilance des services des douanes. De ce fait, et malgré la suspension des actions de formation en présentiel suite à la propagation de la pandémie de COVID-19, l'Administration des douanes algérienne a continué l'organisation de formations à distance, notamment pour les métiers à risque et plus précisément dans le domaine de l'éthique professionnelle.

Programmes de formation en matière d'éthique: La formation et la sensibilisation constituent des actions qui permettent d'inculquer chez les douaniers la culture de l'éthique et de l'intégrité, créant ainsi un environnement à même de favoriser toute action visant à contribuer de manière collective et efficace à la lutte contre les actes de corruption.

A ce titre, il serait judicieux de distinguer deux types de formation et ce, en fonction de la population cible, il s'agit principalement d'un:

1. cycle de formation au profit des nouveaux stagiaires : où la formation initiale est destinée aux nouvelles recrues, ayant pour objectif d'introduire la notion de l'éthique professionnelle et son importance dans l'usage administratif et de renforcer les comportements pour atteindre un niveau d'éthique élevé;

2. cycle de formation au profit des fonctionnaires en exercice : cela vise à promouvoir l'intégrité, d'une part, et la sensibilisation des fonctionnaires à la lutte contre la corruption, d'autre part.

Par ailleurs et dans ce même contexte, les administrations des douanes doivent prendre l'initiative en associant leurs partenaires, notamment le secteur privé en le faisant bénéficier de sessions de formation en matière de lutte contre la corruption.

Outils et instruments de lutte contre la corruption: Quand bien même la formation et la sensibilisation sont des éléments importants et efficaces du renforcement de l'éthique et de la lutte contre la corruption, elles doivent être accompagnées et suivies par la mise en place d'instruments et d'outils pour développer des réactions intransigeantes à l'égard de la corruption. Ainsi, le code de conduite et d'éthique et le règlement intérieur applicables aux fonctionnaires des douanes, sont des outils à améliorer et à

perfectionner davantage pour atteindre les objectifs visés. L'autre élément pouvant renforcer l'action de lutte contre la corruption, est *l'esprit de corps*; li constitue un facteur clé de la réussite de cette stratégie.

L'organisation de rencontres amicales, voire même familiales par la création de cercles de douanes, aura un impact favorable et donnera un sentiment de fierté d'appartenance au corps des douanes. Enfin, la lutte contre la corruption et le renforcement de l'éthique au sein des administrations des douanes est une action commune qui nécessite l'adhésion de tout un chacun.

Préservation du moral et de la culture interne dans les situations de crise pour éviter toute nouvelle vulnérabilité à la corruption: Les pouvoirs publics ont institué une prime financière mensuelle spéciale pour les agents des douanes qui travaillent en contact direct avec les citoyens, les opérateurs économiques et les voyageurs. Des mesures visant à réadapter les horaires de travail et à prendre en charge le transport des fonctionnaires ont été décidées par l'administration des douanes algérienne.

Sur le plan de la communication, tant en interne qu'en externe, l'approche adoptée par les douanes algériennes se focalise sur la mise en valeur des actions, dites au cœur du métier de la douane. Cette approche prend appui sur l'investissement dans de nouveaux outils relationnels et de communication de masse, notamment les réseaux sociaux qui constituent, de nos jours, l'espace privilégié d'écoute, d'expression, de discussions et d'échanges d'avis.

Les réactions des douaniers, à titre illustratif, à la lecture sur Facebook de la publication d'une opération de lutte contre la contrebande de stupéfiants et autres produits prohibés ou de saisies sur un voyageur, menée par leurs collègues, souvent dans des conditions défavorables et pleines de risques, dévoilent un sentiment de fierté, d'identification et de partage. Ces réactions de communication ne feront qu'élever et préserver le moral des douaniers et les amener à se concentrer sur leurs devoirs et missions envers la société.

Rôle des médias et de la société civile pour la promotion de l'éthique et la lutte contre la corruption dans l'environnement douanier : L'action de l'administration des douanes, pour la promotion de l'éthique et la lutte contre la corruption dans l'environnement douanier n'a pas omis le rôle des médias et de la société civile. Du point de vue organisationnel, l'administration des douanes algérienne s'est dotée de structures, implantées sur l'ensemble du territoire national, dédiées aux actions de communication et de relations publiques à l'endroit des différents acteurs opérant, directement ou indirectement, dans son environnement et pouvant constituer des partenaires vecteurs de la promotion de l'image et de l'éthique de la douane.

Les médias et la société civile, font partie de ce partenariat, ce sont deux segments sur lesquels l'Administration des douanes algérienne a bâti sa stratégie de communication pour mieux vulgariser l'information douanière, les droits et les obligations de ses usagers, usant de tous les outils de communication permettant d'atteindre ces objectifs. L'administration des douanes vise à travers les relations avec les médias et la société civile, à donner plus de transparence, d'accessibilité et de proximité, afin d'éradiquer toute forme de corruption. Cette relation administration des douanes-médias et administration des douanes-société civile ne se limite guère à une simple ouverture; il s'agit plutôt d'une relation participative où la promotion de l'éthique et la lutte contre la corruption deviennent un objectif partagé.

Gestion des conflits d'intérêts: Les agents des douanes algériennes sont régis par la Loi de la fonction publique qui interdit tout cumul de postes de travail et/ou de conflit d'intérêts. Cette situation donc ne se présente que rarement au niveau de la Douane algérienne. Dans ce cas d'espèce, la douane algérienne prend toutes les mesures nécessaires en vue de garantir les conditions d'éthique.

Renforcement de l'efficacité de contrôle interne (affaires internes / sécurité interne) en douane : Dans le cadre du renforcement de l'éthique, le contrôle interne s'avère un instrument efficace que doivent renforcer les administrations des douanes lors de l'élaboration de leur stratégie en matière de la lutte

contre la corruption. Ainsi, le contrôle interne doit porter sur l'ensemble des services et des activités douanières, et ce pour s'assurer de la régularité des responsabilités et tâches effectuées par les fonctionnaires des douanes par rapport aux lois et aux règlements en vigueur, dont l'objectif final est le respect des règles d'éthique.

A ce titre, le contrôle interne a un double objectif, l'un concerne le respect de la réglementation en vigueur, l'autre vise la prévention et la lutte contre la corruption. Ainsi, il convient de rappeler que l'Organisation mondiale des douanes (OMD) considère le contrôle interne comme un facteur clé de sa stratégie en matière d'éthique

Les plans d'action des contrôles internes doivent être élaborés par rapport à la nature de l'activité de chaque structure de contrôle. A cet effet, il y a lieu de distinguer entre deux types de contrôle, l'un est effectué quotidiennement par les responsables directs, chargés de la gestion portant sur les activités relevant de leurs responsabilités, l'autre est assuré par les services chargés des contrôles et de l'inspection. Ces contrôles sont effectués dans le cadre d'un plan d'action, ou enclenchés suite à un signalement concernant un comportement douteux, contraire à l'éthique ou lié à des activités illicites.

Efficacité de la fonction de contrôle dans le cadre de la promotion de l'éthique en douane: Considérée comme le sixième principe sur les dix que compte la Déclaration d'Arusha révisée, portant sur la bonne gouvernance et l'éthique en douane, le contrôle interne doit être un outil à la fois efficient et efficace pour contrecarrer toute tentative de corruption et élever le niveau de l'éthique.

Aussi, il est préconisé d'instaurer une culture de contrôle à tous les niveaux de la hiérarchie, aux fins de la consécration des valeurs instituées par le code de conduite. Il est proposé également dans ce cadre, de prendre en charge cet aspect, à travers la mise en place d'un instrument juridique (décision, circulaire, ou autre), définissant les mécanismes pratiques de mise en œuvre du contrôle interne. A travers cette démarche, il serait question de la mise en place d'actes et de procédures de contrôles internes normalisés et uniformes. A ce titre, l'automatisation des actes de gestion constitue une condition préalable pour l'aboutissement de cette action. Les conclusions et les résultats des actions engagées par les services en charge du contrôle dans ce cadre, doivent faire l'objet d'un suivi rigoureux, et être consolidées en vue de leur vulgarisation à l'ensemble des services dans un but de prévention et de dissuasion.

Analyse de données pour l'éthique: La douane algérienne analyse de façon périodique les données relatives à l'éthique à travers le suivi du nombre des affaires de corruption portées devant les tribunaux impliquant des fonctionnaires des douanes. Le suivi et l'exploitation des requêtes et des doléances formulées par les citoyens et les opérateurs économiques constituent également un moyen pour analyser les données dans le cadre de l'éthique en douane.

Egalité de genre et diversité pour promouvoir l'éthique: Suite à la pandémie de COVID-19, des mesures spéciales ont été adoptées par les pourvoir publics pour protéger les femmes enceintes, les femmes ayant à charge des enfants en bas âge et les personnes ayant des handicaps ou des maladies chroniques afin que ces personnes gardent l'intégralité de leur salaire même en étant confinées à domicile. Cette mesure vise, entre autres, l'égalité de genre et la diversité pour promouvoir l'éthique.

Angola

Nouvelle stratégie en matière de contrôle interne au sein de l'Administration fiscale et douanière d'Angola

Depuis juillet 2020, l'Administration fiscale et douanière d'Angola (AGT) développe un ensemble d'actions visant à renforcer sa fonction de contrôle interne en vue d'appuyer ses efforts de lutte contre les infractions douanières et fiscales.

Parmi les mesures visant à mettre en œuvre le Plan stratégique de l'AGT pour une période de cinq ans qui s'étend de 2020 à 2024, le 15 juillet 2020, le Conseil d'Administration a approuvé la Stratégie en matière de contrôle interne de l'Administration, qui repose sur les trois piliers clés suivants:

1. Promotion du contrôle interne au sein de l'Administration.
2. Evaluer les capacités du Département d'Audit interne par rapport aux risques et à la complexité des processus de l'Administration.
3. Formation technique professionnelle.

S'agissant des activités de formation mises en place pour doter le personnel de l'AGT de qualifications professionnelles correspondant aux nouvelles méthodes de travail, une formation sur la "Gestion des risques en matière de conformité fiscale" a été dispensée. Celle-ci a été menée par un spécialiste du Département des Affaires fiscales du Fonds monétaire international (FMI) et a eu lieu du 17 au 28 août 2020. Les employés de tous les services régionaux et de huit des 16 Directions de l'AGT ont participé à la formation. A la fin de la formation, il a été proposé à l'AGT de créer une Unité de gestion des risques en matière de conformité fiscale au sein de l'Administration.

En septembre 2020, la Section responsable de la gestion des risques institutionnels de l'AGT a développé une Matrice des risques institutionnels pour l'AGT. Bien que ce document soit encore à un stade embryonnaire, la Matrice fournira aux cadres supérieurs de l'Administration une vue d'ensemble des principaux risques qui menacent la réalisation des objectifs de l'AGT et les mesures adoptées pour gérer chaque risque, et servira de base pour lancer régulièrement des alertes sur les risques émergents.

Le renforcement du contrôle interne est un facteur important de la Douane angolaise, qui fait partie de l'AGT depuis la mise en œuvre du Programme d'expansion et de modernisation douanière (2001 - 2012).

Azerbaïdjan

Adoption d'un Code d'éthique pour les fonctionnaires des douanes de la République d'Azerbaïdjan

Le Département de la Sécurité interne du Comité d'Etat des douanes de la République d'Azerbaïdjan contrôle en permanence le respect des exigences du Code d'éthique par les fonctionnaires des douanes de la République d'Azerbaïdjan et a lancé des mesures de sensibilisation et de prévention à cette fin. Des

mesures disciplinaires ont été imposées aux fonctionnaires des douanes qui n'ont pas respecté les exigences du Code d'éthique.

L'Ordonnance n° 1000/023 du Comité d'Etat des douanes de la République d'Azerbaïdjan du 1er février 2020 stipule, concernant la mise en œuvre du paragraphe 5.2 du "Plan d'action visant à garantir la mise en œuvre des tâches résultant des résultats de la réunion de 2019, présidée par le Président de la République d'Azerbaïdjan" et approuvée par le Décret n° 15s du Cabinet des Ministres de la République d'Azerbaïdjan le 16 janvier 2020, que les fonctionnaires des douanes sont contrôlés pendant et après leur service, y compris dans leur vie journalière, en termes de respect des règles de conduite, des principes moraux, des normes en matière d'éthique, de la responsabilité personnelle et du respect de la loi. L'objectif est d'inculquer et de continuer à développer des comportements éthiques pour soi et pour les autres, et la responsabilité de répondre à des problèmes éthiques, et autres, dans le cadre des interactions avec le public et de prendre des mesures pour améliorer notre travail avec les fonctionnaires des douanes dans ce domaine.

Le Département de la sécurité interne a également organisé des séminaires de formation pour les fonctionnaires des douanes du Comité d'Etat des douanes de la République d'Azerbaïdjan et de la République autonome de Nakhitchevan. Le personnel du Département de la Sécurité interne donne régulièrement cours aux étudiants de l'Académie du Comité d'Etat des douanes de la République d'Azerbaïdjan sur la “Loi de la République d'Azerbaïdjan en matière de lutte contre la corruption" et le “Code d'éthique pour les fonctionnaires des douanes de la République d'Azerbaïdjan”. Pour renforcer les mesures anti-corruption, des manuels spéciaux ont été développés et mis à la disposition des citoyens aux postes de contrôle et aux points de dédouanement, pour information.

Pendant l'année 2020, quatre fonctionnaires des douanes ont reçu des sanctions disciplinaires pour infraction au Code d'éthique, et des documents obtenus de 12 fonctionnaires des douanes en poste et d'un ancien fonctionnaire suspectés de corruption ont été envoyés au bureau du Procureur général pour évaluation juridique.

Colombie

“De l'être au faire": Ethique et stratégie douanière de l'Administration fiscale et douanière de Colombie

L'Administration fiscale et douanière de Colombie (DIAN) a mis en œuvre une stratégie pour promouvoir l'éthique et lutter contre la corruption au sein de l'Administration des douanes et des autres agences partenaires, dans le cadre d'une politique nationale de transparence au sein de la fonction publique.

Convaincue que l'éthique est un élément clé de la lutte contre la corruption, la DIAN a décidé dispenser une formation ciblée à son personnel dans ce domaine. L'année passée, en partenariat avec une grande université colombienne, nous avons développé un cours diplômant intitulé **“Gestion del Cambio: Una transformación del ser para el hacer”** (“Gestion du changement: de l'être au faire"), conçu pour renforcer la prise de conscience en matière d'éthique des fonctionnaires de la DIAN et promouvoir l'appropriation des normes de discipline et d'éthique de l'Administration. Le cours responsabilise les fonctionnaires à faire des choix rationnels quant à ce qu'il convient de faire dans une situation donnée, de sorte que leur choix corresponde aux valeurs et aux principes de la fonction publique.

L'objectif principal de cette initiative académique est de transformer la gestion des ressources humaines au sein de la DIAN. A cette fin, l'idée est d'aller au-delà de l'exercice purement intellectuel et mettre l'accent sur la connaissance appliquée et acquise par le biais d'ateliers pratiques divisés en petits groupes au sein desquels chaque équipe analyse des cas qui leur sont présentés et font part de leur réflexion à l'ensemble du groupe, en partageant les idées qui peuvent appuyer les stratégies de transformation.

Pour prétendre au diplôme, chaque équipe, en fonction des connaissances acquises lors du cours et de l'expérience développée pendant chaque session, présente une stratégie d'impact dans un contexte particulier pour promouvoir la transformation institutionnelle. Cet exercice est réalisé à l'aide du Cadre logique, et le résultat final est soumis aux cadres supérieurs qui vont envisager sa mise en œuvre. Le contenu du programme, qui comprend 100 heures de cours, couvre les sujets suivants:

- actions des fonctionnaires de la DIAN et prises de décisions;
- contexte de la performance par rapport aux tâches des fonctionnaires de la DIAN;
- droits humains, législation et politique économique publique en Colombie;
- moteur de la transparence et de l'honnêteté au sein de la DIAN;
- cadres de référence relatifs aux tâches des fonctionnaires de la DIAN; et
- transformation de la performance des tâches au sein de la DIAN.

La première version de cette initiative a eu lieu en présentiel dans le cadre d'un projet pilote qui s'est déroulé au cours du deuxième semestre 2**019**, avec la participation de 100 fonctionnaires de différents départements de l'Administration, y compris des agences qui traitent des questions en lien avec la douane à Bogota.

Etant donné les circonstances et la situation actuelles, non seulement en Colombie, mais dans le monde entier en raison de la pandémie de COVID-19, il a fallu revoir les méthodes d'apprentissage et passer au virtuel. Ceci a permis d'accroître le nombre de places pour les cours et des fonctionnaires de toutes les agences du pays ont pu y participer.

Afin de réaliser le cours virtuel, neuf sections ont été créées et divisées en 38 groupes de 1210 fonctionnaires. La première section a débuté le cours le 4 juillet 2020 et la dernière devait terminer le programme le 14 décembre 2020. Il convient de mentionner que parmi les étudiants ayant terminé le cours (projet pilote) en 2019, **27** travaillent pour l'Administration des douanes alors que **753** fonctionnaires travaillant dans des domaines en lien avec la douane au sein du gouvernement central ou dans des départements mixtes (par ex: Fiscalité et douane) s'étaient inscrits pour suivre ce cours diplômant.

Notre Administration espère que cette initiative pourra non seulement renforcer la sensibilisation à l'éthique des personnes qui ont terminé la formation, mais aussi que ces personnes pourront devenir des acteurs du changement.

Initiatives du Bureau du contrôle interne pour améliorer l'efficacité du contrôle interne au sein de la DIAN

Concernant les activités d'audit interne réalisées par le Bureau du contrôle interne de la DIAN, il convient de souligner les initiatives suivantes qui visent à améliorer l'efficacité du contrôle interne au sein de l'Administration:

- La mise en œuvre d'un programme de contrôle et d'amélioration de la qualité des contrôles internes conformément à la Norme 1300 des *Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit*

interne, qui stipule: “Le responsable de l'audit interne doit concevoir et tenir à jour un programme d'assurance et d'amélioration de la qualité portant sur tous les aspects de l'audit interne". A cet effet, le programme a révélé les forces et les opportunités d'amélioration afin que des plans d'action puissent être mis en œuvre pour répondre à toute lacune, le cas échéant.

- L'utilisation d'un logiciel d'audit pour l'analyse de données qui a permis d'élargir la portée des audits réalisés via une analyse de tous les membres d'une population et non d'un échantillon. Le logiciel a facilité la vérification de volumes importants de données, ce qui a donné lieu à des résultats rapides et a apporté une valeur ajoutée significative.

- La mise en œuvre d'une charte d'assurance qui sert d'outil de gestion pour appuyer le travail d'audit, en vue d'améliorer la coordination entre les différentes autorités et les sections qui réalisent les évaluations et les audits (organes de contrôle externe, auto-évaluation par les agences et évaluation indépendante). La charte est rédigée conformément au Modèle des trois lignes de défense de l'Institut des auditeurs internes, et son objectif est notamment:

    - d'identifier les zones grises - en d'autres termes un univers d'audit qui n'est pas couvert par une autorité ou une section en particulier - ce qui augmente la couverture et apporte plus de certitude aux cadres supérieurs en ce qui concerne les contrôles;
    - d'éviter une situation où le même domaine fait l'objet d'un audit simultané par plusieurs autorités de contrôle, afin de réaliser des synergies en optimisant l'utilisation des ressources;
    - d'impliquer les départements dans l'examen des différents aspects de contrôle, en élargissant la portée en fonction de leurs connaissances particulières; et
    - réduire les doublons qui pourraient résulter d'une série d'audits successifs.

Guatemala

Renforcer le leadership et l'engagement de l'Administration des douanes du Guatemala

Avec le soutien de l'OMD, l'Administration des douanes du Guatemala a lancé un processus consistant à renforcer ses capacités en interne, ce qui lui a permis d'assumer un rôle de leadership important à l'échelon national, régional et international. Il est dès lors gratifiant de partager avec les autres administrations des douanes, l'expérience et les mesures stratégiques qui ont permis à la douane du Guatemala de mettre en œuvre une gestion efficace du changement basée sur l'éthique et la transparence.

Pour arriver à un renouvellement de l'Administration des douanes basé sur l'éthique et la transparence, il y a d'abord eu une période de stabilisation pendant laquelle les changements ont été effectués en interne pour réaliser la restructuration et construire de meilleurs mécanismes de contrôle. A cette fin, et dans le cadre de la restructuration de l'Administration des douanes, les cadres moyens ont été renouvelés, des tests de fiabilité ont été réalisés et une Unité de gestion des affaires internes a été créée et les déclarations de patrimoine des cadres moyens et supérieurs ont été rendues publiques pour garantir la transparence et l'éthique des cadres de la douane.

Grâce au travail de restructuration qui a eu lieu en 2016, et conformément aux dispositions du cadre règlementaire de l'OMD, à savoir les piliers II et III du Cadre de normes SAFE, un Forum public-privé de

dialogue et de coopération en matière douanière a été créé et, avec le soutien de l'OMD, un dialogue positif a pu avoir lieu pour créer des canaux de communication efficaces entre l'Administration des douanes, le secteur privé et d'autres entités de contrôle aux frontières. Cette étape clé est essentielle au développement de pratiques de gestion fiables, non seulement en interne, mais aussi en externe en conjonction avec différentes parties prenantes de la chaîne logistique.

En raison de la reconnaissance internationale vis-à-vis du renforcement institutionnel qui a été réalisé par l'Administration des douanes du Guatemala, nous avons été invités à participer au Sous-Comité sur l'éthique de l'OMD pour présenter les progrès de l'Administration en matière d'éthique et de transparence, par le biais de la mise en œuvre d'un Forum public-privé de dialogue et de coopération en matière douanière. L'Administration a ensuite mis au point un Plan stratégique institutionnel, définissant les objectifs à atteindre et en établissant un leadership douanier en tant qu'engagement institutionnel.

A cet effet, et dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique, l'OMD a réalisé une mission sur l'éthique en 2017, qui a permis d'avancer par rapport à la stratégie institutionnelle visant à réformer le Code d'éthique, qui a été publié en 2018 et qui était basé sur la Déclaration d'Arusha révisée. En outre, l'Administration des douanes permet aux usagers de formuler des plaintes via un lien sur son site web et une boîte aux lettres qui recueille ces doléances, conformément à la Loi nationale relative à l'accès à l'information publique. L'engagement de l'Administration par rapport à la transparence est illustré par le fait qu'un accès direct est donné au "Code d'éthique et de conduite de l'Administration fiscale et douanière SAT". L'année 2018 a été mémorable car la confiance vis-à-vis de l'Administration a été restaurée, les objectifs de recettes ont été atteints et une équipe de travail unie a été mise en place. Grâce à ses engagements en termes de transparence et d'éthique et de par le fait qu'elle a joué un rôle prépondérant, l'Administration des douanes du Guatemala a réussi à atteindre ses objectifs stratégiques. A cet effet, les réalisations suivantes méritent d'être mentionnées :

- Une mission réalisée dans le cadre du Programme Mercator de l'OMD a été accueillie par l'Administration des douanes du Guatemala pour réaliser un diagnostic conjoint de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC (AFE OMC) et développer des recommandations pour accélérer sa mise en œuvre au Guatemala. Cette activité était appuyée par le Comité national de la facilitation des échanges (CNFE) du Guatemala et tous les membres du Forum public-privé de dialogue et de coopération en matière douanière.

- Le Programme de modernisation douanière intégré (MIAD) pour 2019-2023 a été lancé, en tenant compte d'éléments clés tels que l'éthique, la transparence, les plans de carrière administrative, le renforcement des capacités, l'esprit de corps et la technologie, qui font partie d'un cycle permanent. La Norme ISO 37001 sur les Systèmes de management anti-corruption est en passe d'être mise en œuvre dans les domaines du recrutement, de la supervision et du renforcement des capacités et l'Administration reste attentive à la possibilité de bénéficier d'une assistance technique de l'OMD dans le cadre du Programme Anti-corruption et promotion de l'intégrité des douanes (A-CPI).

- En 2019, le cours de l'OMD *Leadership et perfectionnement du personnel d'encadrement* pour les cadres supérieurs de l'Administration des douanes du Guatemala a confirmé l'engagement de nos cadres supérieurs vis-à-vis du renforcement institutionnel soutenu par les bonnes pratiques internationales préconisées par l'OMD.

- Concernant l'excellente relation qui s'est développée grâce à la création du Forum public-privé de dialogue et de coopération en matière douanière, et en fonction des objectifs définis, la première Etude sur le temps nécessaire à la mainlevée des marchandises (TRS) a été réalisée au

Guatemala, avec le soutien technique de l'OMD et conformément aux normes de l'OMD; ceci a été très utile s'agissant de faciliter le commerce licite.

- Avec le soutien du Programme mondial de facilitation des échanges du Secrétariat d'Etat à l'économie suisse (SECO)-OMD, un soutien technique a été initié afin que l'Administration des douanes du Guatemala puisse préparer toute la documentation requise pour permettre au Guatemala d'avancer dans le cadre de son adhésion à la Convention de Kyoto révisée.
- En mars 2020, lors de la 11ème session du Comité du renforcement des capacités, l'OMD a invité l'Administration des douanes du Guatemala à partager son expérience autour d'une table ronde intitulée “Gérer le changement aujourd'hui pour des lendemains durables", au cours de laquelle notre processus de renforcement institutionnel a été présenté aux Membres de l'OMD.
- L'Administration des douanes du Guatemala a été élue pour faire partie du Comité d'audit de l'OMD pour la période 2018-2020 et a participé activement aux réunions du Comité.

Comme on peut le constater, après plusieurs années de travail et avec le soutien de l'OMD, l'Administration des douanes du Guatemala est reconnue à l'échelon national, régional et international. Ceci a été confirmé lorsque les Administrations des douanes de la région des Amériques et des Caraïbes de l'OMD ont élu le Guatemala à la Vice-présidence de la région. Le Guatemala souhaite saisir cette opportunité pour remercier l'OMD pour tout son soutien et réitérer l'engagement de l'Administration des douanes du Guatemala s'agissant de continuer à promouvoir le Guide pour le développement de l'éthique et d'autres outils de l'OMD au sein de notre région.

Hongrie

La gestion des conflits d'intérêts comme outil de prévention: l'expérience de l'Administration hongroise (NTCA)

En Hongrie, l'Administration fiscale et douanière (NTCA) est responsable du recouvrement d'une part importante des taxes du pays et dès lors joue un rôle important dans le respect des lois en matière de perception des recettes. Le statut juridique du personnel de la NTCA varie. Le personnel est constitué de fonctionnaires, d'employés et d'officiers en uniforme.

Il est attendu que tout le personnel possède un casier judiciaire vierge, soit sans reproche, fiable, respectueux des lois et puisse offrir aux usagers des procédures équitables, professionnelles et impartiales exemptes d'influences.

A cette fin, les conflits d'intérêts doivent être résolus. Nombreux sont les membres du personnel qui travaillent à l'extérieur de l'Administration afin de compléter leur salaire. Il s'agit d'emplois basés sur leurs connaissances professionnelles ou d'un hobby. Ce travail est règlementé par la NTCA pour garantir le maintien de l'impartialité et l'intégrité de la personne. La NTCA est en contact avec les opérateurs, les usagers et d'autres entités juridiques dans le cadre de ses audits, et il est important de vérifier les postes que son personnel pourrait occuper dans d'autres compagnies.

Lorsque les membres du personnel acceptent un poste en dehors de la NTCA, ils ne peuvent pas utiliser les informations obtenues dans le cadre de leur travail au sein de la NCTA, ni les informations confidentielles. En outre, pour ce qui est de se présenter aux élections en vue d'occuper des postes

politiques tels que membre du Parlement ou du Parlement européen, représentants du gouvernement local, maire, représentants des minorités ethniques au sein du gouvernement local, les opportunités pour ce faire sont limitées pour le personnel.

Lors du recrutement ou d'une procédure de transfert de personnel, les relations familiales avec la NTCA doivent aussi être prises en compte, étant donné que les membres de la famille ne peuvent pas travailler dans une relation de subordination. Parmi les activités qui peuvent être réalisées librement en plus du travail de la NTCA sans nécessiter de permission ou sans devoir le notifier, figure la publication d'un livre ou d'une étude scientifique, devenir famille d'accueil ou le volontariat.

Si un conflit d'intérêts du type décrit ci-dessus est identifié, il est porté à l'attention de l'individu concerné afin de résoudre la situation. En dernier recours, un conflit d'intérêt pourrait mener à la révocation de la personne de la part de la NTCA.

Iran

Initiatives et mesures pour promouvoir l'éthique et lutter contre la corruption au sein de l'Administration des douanes d'Iran

Ci-après figurent les pratiques et l'expérience de l'Administration des douanes de la République islamique d'Iran (IRICA) en matière de contrôles douaniers et d'éthique dans les domaines suivants:

1 - Renforcement de l'efficacité de la fonction de contrôle interne:

- Equiper la douane d'un système d'inspection non-intrusif (NII) (scanners à rayons X pour conteneurs)
- Concevoir et produire des scellements électroniques et intelligents et un système de repérage équipé d'antennes RFID, qui permet l'authentification et l'échange d'informations avec le Système de dédouanement automatisé de la Douane iranienne connu sous le nom d'ICCS (présent dans huit bureaux de douane et de police sélectionnés).
- Concevoir et produire des drones et des quadcopters équipés d'un système de contrôle intelligent.
- Suivre les envois, réaliser une étude d'environnement et contrôler les entrepôts et les infrastructures douanières.
- Fournir, installer et mettre en marche des barrières et des systèmes de reconnaissance de plaques d'immatriculation et les relier au système ICCS dans des bureaux de douane sélectionnés sur l'ensemble du territoire douanier national.

2 - Amélioration des procédures douanières en réduisant le nombre de stations de travail, de documents douaniers et les délais de dédouanement:

- Concevoir et mettre en œuvre l'ICCS;

- Traitement électronique des documents relatifs au manifeste, à l'entrepôt et à gestion de ceux-ci ;
- Déclaration électronique à l'importation;
- Sélectivité automatique et intelligente;
- Pesée intelligente;
- Récépissés électroniques d'entrepôt;
- Système de TIR électronique (e-TIR);
- Système de sms pour les requêtes liées à la mainlevée-;
- Contrôle intelligent de l'entrée et de la sortie des véhicules

3 - Système de guichet unique transfrontalier visant à faciliter le commerce extérieur:

- Obtenir les permissions/licences électroniques nécessaires
- Eliminer les documents papiers qui peuvent être falsifiés
- Connecter systématiquement les agences aux frontières avec la douane, en éliminant ainsi la nécessité de rencontrer les usagers
- Mainlevée électronique des marchandises

4 - Identifier et inculper les contrevenants et ceux qui utilisent les identifiants électroniques à mauvais escient:

- Créer un groupe de travail de diagnostic pour répondre aux problèmes de contrebande et aux infractions douanières
- Identifier les facteurs qui ont un impact sur la contrebande et les infractions douanières, avec les défis que cela représente et les procédures requises
- Publier des bulletins qui contiennent une description de l'incident, y compris des points d'action pour résoudre le problème, des recommandations pour prévenir toute récurrence de ces incidents et des mesures préventives
- Renforcer les relations avec les pays limitrophes et les partenaires exportateurs

5 - Analyser les données aux fins de l'éthique:

- Système de gestion des rapports en ligne
- Suivi des camions et du fret en transit

6 - Former et sensibiliser dans le domaine de l'éthique

7 - Evaluer les risques de corruption en interne et en externe

8 - Protéger le dénonciateur et fournir un mécanisme de plaintes sécurisé

9 - Préserver un esprit de corps et une culture organisationnelle dans des situations difficiles, pour prévenir les nouveaux problèmes et les risques de corruption.

Lituanie

Développer une intolérance à la corruption et promouvoir l'éthique au sein de la Douane lituanienne

Formation et sensibilisation à l'éthique (les principaux outils pour développer une intolérance à la corruption)

La formation anti-corruption a lieu régulièrement au sein de la Douane lituanienne. La formation en matière "d'activités de lutte contre la corruption" fait partie du programme d'induction des fonctionnaires des douanes qui se déroule au sein du Centre de formation de la douane. Ce programme vise à introduire la Politique en matière de lutte contre la corruption de la République lituanienne et de la Douane lituanienne, à développer les aptitudes des apprenants s'agissant d'identifier des infractions pénales liées à la corruption et de partager la connaissance sur la façon de réagir en cas d'incitation à la corruption. Différentes sessions de formation sont mises à la disposition de l'ensemble du personnel douanier, tels que des séminaires sur les "Activités en matière de lutte contre la corruption et leurs aspects psychologiques" et les "Activités anti-corruption".

Le rôle de la société civile dans la promotion de l'éthique et la lutte contre la corruption dans l'environnement douanier

Il y a toujours deux facettes à la corruption. En 2019, suite à des initiatives visant à sensibiliser la société civile à la corruption, la Douane lituanienne a publié 6000 dépliants d'information en lituanien, russe et polonais (les langues les plus communément parlées par les usagers de la douane qui traversent la frontière lituanienne), qui fournissent des informations concernant les pots-de-vin et ce qu'il convient de faire si une personne est incitée à donner un pot-de-vin, et les conséquences d'un tel comportement. Les dépliants ont été distribués aux usagers de la douane aux postes de douane. En s'appuyant sur cette initiative et dans le cadre de la Journée internationale de la lutte contre la corruption le 9 décembre 2019, la Douane lituanienne a organisé un concours de dessins pour les enfants sur le thème "Soyez honnêtes avec vous-mêmes et avec les autres". Des élèves de neuf écoles primaires ont participé à ce concours.

Gestion des conflits d'intérêts

En 2012, un fonctionnaire de la conformité a été nommé pour superviser la gestion des conflits d'intérêts privés et publics au sein de la Douane lituanienne. Cette fonction est confiée au Service d'Immunité de la douane. Un règlement intérieur relatif à la gestion des intérêts publics et privés au sein de la Douane de la République de Lituanie a été adopté par le biais d'un Décret du Directeur général des douanes. Le règlement intérieur reprend les dispositions de la Loi de la République de Lituanie en matière d'intérêts publics et privés qui s'appliquent à tous les fonctionnaires de l'Etat.

Le Règlement intérieur sur la gestion des intérêts publics et privés au sein de la Douane de la République de Lituanie régit la soumission de déclarations d'intérêts privés, l'obligation d'éviter les conflits d'intérêts, la procédure pour retirer une décision, les restrictions et les déclarations en matière de cadeaux et services, et les restrictions en matière de représentation d'une personne physique ou morale. Un registre des cadeaux a été créé et ainsi qu'une liste de permissions octroyées aux fonctionnaires des douanes autorisés à représenter des individus dans des institutions fédérales et municipales; ils sont accessibles au public via le site officiel de la Douane lituanienne.

Le fonctionnaire de la conformité supervise la mise en œuvre de la Loi de la République de Lituanie sur les intérêts publics et privés, les décisions, recommandations et résolutions du Responsable de la

Commission d'éthique de la République de Lituanie, et le Décret du Directeur général des douanes concernant le règlement intérieur qui régit les intérêts publics et privés de l'Administration des douanes de la République de Lituanie. Les tâches du fonctionnaire en charge de la conformité comprennent entre autres: contrôler les déclarations d'intérêts privés faites par les employés de la douane et fournir des recommandations et des suggestions par écrit après avoir identifié un risque de conflit d'intérêts; initier des enquêtes en interne; réaliser une analyse sur une base annuelle pour identifier les risques potentiels de conflits d'intérêts (par ex. une analyse des déclarations d'intérêts privés par les membres des commissions responsables de la passation des marchés publics, des personnes nommées en cas de processus de passation des marchés publics simplifiés et les experts qui participent au processus de passation des marchés publics au sein de la Douane lituanienne).

Evaluation des risques de corruption en interne et en externe

La tâche consistant à détecter une probabilité de corruption dans un domaine d'activités précis de la douane est réalisée sur base annuelle conformément aux règles approuvées par le Service des enquêtes spécialisé de la République de Lituanie et par le Ministère des Finances de la République de Lituanie. La tâche est réalisée par le Service de l'Immunité de l'Administration des douanes avec l'aide des fonctionnaires des douanes ayant une expertise dans les domaines sélectionnés. Un rapport est produit; celui-ci fournit des informations sur les lacunes identifiées par rapport au cadre règlementaire du domaine d'activités douanier, des faiblesses dans le cadre de l'exécution pratique des fonctions des fonctionnaires des douanes et d'autres questions apparentées qui augmentent la probabilité de corruption, ainsi que les mesures prévues pour éliminer les risques identifiés. Le rapport est envoyé au Ministère des Finances qui examine les problèmes identifiés et prend une décision finale quant aux mesures prévues pour éliminer ces risques.

Suite à une décision du Ministère des Finances, les mesures prévues sont stipulées dans la Plan de prévention de la corruption du Ministère des Finances, le Plan de mise en œuvre du Programme de prévention de la corruption et les plans de travail des unités structurelles de la douane, assortis d'échéances, le nom des fonctionnaires chargés de la mise en œuvre des mesures et les résultats escomptés. Le contrôle de la mise en œuvre de ces mesures est réalisé par le Service de l'Immunité de l'Administration des douanes.

Protection du dénonciateur et mécanisme de plaintes sécurisé

Le mécanisme de protection du dénonciateur et de plaintes sécurisé est inscrit dans un Décret du Directeur général des douanes sur les Règles concernant la divulgation d'informations en accord avec la Loi sur la Protection des dénonciateurs de la République lituanienne. Conformément à ce Décret, un dispositif de communication interne permettant de formuler des plaintes a été créé et est accessible à la fois sur le site interne et le site officiel de la Douane lituanienne. Les infractions qui seront communiquées comprennent les infractions pénales, les mauvaises pratiques administratives, les fautes ou le manquement à un devoir, ainsi que les fautes graves relevant de l'éthique professionnelle qui sont en cours de préparation, en train de se passer ou qui ont déjà eu lieu et qui ont été commises par le personnel douanier. Les informations peuvent parvenir de toute personne qui appartient ou est liée à la douane par le biais du recrutement ou d'une relation contractuelle (consultant, contractuel, stagiaire, interne, volontaire, etc.). Les informations peuvent être fournies de différentes façons (via un formulaire complété sur le site web, par courrier électronique, par la poste ou en personne) et sont uniquement accessibles par les fonctionnaires à qui le Directeur général a confié la gestion de ces informations (des fonctionnaires désignés du Service de l'Immunité de l'Administration des douanes).

Selon le Décret, l'enregistrement de rapports et la correspondance en lien avec les enquêtes est une procédure sécurisée, et l'identité des personnes qui soumettent ces rapports reste confidentielle. Le processus est supervisé par le Bureau du Procureur général de la République de Lituanie. Si, conformément au Décret, une personne reçoit le statut d'informateur, des dispositions spéciales relevant

de la Loi sur la Protection des dénonciateurs en matière de garanties sont appliquées. Ces dispositions comprennent une interdiction d'influencer la personne qui a fourni l'information sur l'infraction, le droit à une rémunération en échange d'informations valables et le droit à une compensation, la mise à disposition d'une aide juridique gratuite et une clause de non-responsabilité. L'anonymat de la personne est garanti, même si elle a obtenu le statut d'informateur.

Les informations peuvent être fournies via le site web officiel de la Douane lituanienne, par courrier électronique, la poste ou par téléphone (numéro gratuit 24h sur 24) ou directement auprès des fonctionnaires du Service de l'Immunité de l'Administration des douanes de Lituanie qui opèrent sur l'ensemble du territoire de la République de Lituanie.

Fédération de Russie

Un Plan détaillé pour lutter contre la corruption au sein du Service fédéral des douanes de la Fédération de Russie

Les autorités douanières de la Fédération de Russie mettent en œuvre différentes mesures consignées dans le Plan du Service fédéral des douanes (FCS) pour lutter contre la corruption au sein des autorités douanières de la Fédération de Russie et des services de la FCS en place dans d'autres Etats et institutions. L'objectif est d'obtenir des résultats concrets dans les domaines suivants:

1) Garantir le respect des lois de la part des fonctionnaires de la Douane russe et des représentants de la FCS à l'étranger avec des restrictions, interdictions et exigences pour prévenir et résoudre les conflits d'intérêts; et garantir le respect des obligations stipulées dans la Loi fédérale contre la corruption et d'autres lois fédérales.
2) Identifier les causes et conditions favorables à la corruption en douane et surveiller les risques de corruption et les éliminer.
3) Améliorer la façon dont travaille le personnel au sein des unités en appliquant les recommandations méthodologiques dans des activités pratiques.
4) Accroître la responsabilisation dans la prise de décision pour les fonctionnaires des douanes (notamment pour les cadres supérieurs).
5) Déployer un enseignement juridique et une formation anti-corruption pour les fonctionnaires des douanes par le biais de sessions de formation.
(6) Fournir aux fonctionnaires des douanes des informations sur les faits relatifs aux poursuites menées à l'encontre des fonctionnaires des douanes inculpés de corruption.
7) Mettre en évidence les exigences en matière de performance des Commissions sur la conduite des fonctionnaires de l'Etat; améliorer le profil en matière de gestion de conflits d'intérêts et les conseils d'évaluation; maintenir les fonctionnaires des douanes dûment informés des décisions prises par les Commissions.
8) Elargir les sources d'information en matière de corruption perpétrée par les fonctionnaires des douanes et fournir des opportunités de manière permanente pour permettre aux citoyens et aux juristes de rapporter les faits de corruption.
(9) Maintenir une couverture médiatique concernant le travail de la douane et les activités des fonctionnaires des douanes s'agissant de préserver la sécurité économique de la Fédération de Russie, afin de donner une image positive de la douane en général et des fonctionnaires des douanes

en tant que représentants de l'Etat chargés de défendre les intérêts de la Fédération de Russie.

(10) Renforcer la motivation des fonctionnaires des douanes à s'acquitter de leurs tâches de manière honnête et irréprochable, en fournissant des incitations morales et matérielles.

Le FCS a développé et approuvé une procédure pour les fonctionnaires des douanes afin de notifier aux responsables de l'Autorité douanière toute incitation à la corruption et d'organiser des contrôles sur les notifications reçues. Le FCS de la Fédération de Russie a dispensé de la formation pour les spécialistes dans le domaine qui consiste à mettre en place des mesures de lutte contre la corruption. A cette fin, des cours de formation avancés de l'Institut de la lutte contre la fraude de l'Ecole des douanes russe et des cours reposant sur l'apprentissage à distance via l'Institut d'apprentissage à distance, le recyclage et la formation avancée de l'Ecole des douanes russe ont été développés et sont en train d'être dispensés.

Afin d'identifier les facteurs de corruption dans les actes juridiques règlementaires et les projets d'actes juridiques règlementaires et de les éliminer, le FCS a créé et approuvé la Procédure d'examen anti-corruption des actes règlementaires et des projets d'actes règlementaires. La Procédure couvre le recueil d'informations sur les revenus, dépenses, propriétés et dettes matérielles soumises par les fonctionnaires et les employés, assorti d'une analyse de l'information fournie.

Le FCS de la Fédération de Russie a mis en place et suit une procédure qui permet de contrôler les dépenses des fonctionnaires des douanes. Il y a 258 Commissions au sein de la douane qui contrôlent le respect des exigences en matière de conduite des fonctionnaires de la Fédération de Russie et la résolution des conflits d'intérêts, ainsi que des Commissions de certification (les Commissions).

Des informations relatives au travail des Commissions, de leurs fonctions et pouvoirs, des documents régissant leurs activités, leur composition et d'autres informations sont postées sur le site web de la douane et dans des stands d'informations.

S'agissant de l'évaluation des risques de corruption internes et externes, le FCS a développé et approuvé une cartographie des risques de corruption assortis de mesures visant à les minimiser, qui comprend une description des types de corruption, le nom des postes qui présentent des risques de corruption, des mesures proposées et mises en œuvre pour minimiser les risques de corruption, la durée des mesures visant à minimiser la corruption, et les fonctionnaires chargés de faire respecter ces mesures.

Afin d'éviter que des personnes susceptibles de se laisser corrompre ne soit recrutées par la Douane, le Département du personnel de la douane réalise des activités ciblées, qui comprennent l'utilisation du polygraphe, pour détecter, prévenir et éviter de recruter ou d'employer des personnes impliquées dans des réseaux criminels et avec de mauvaises intentions.

Des psychologues travaillent avec la Douane pour réaliser des examens et vérifier les candidatures pour les postes douaniers, en accordant des notes par rapport à leurs capacités professionnelles et leurs aptitudes psychologiques. La mise en œuvre d'un système de rotation pour réduire les risques de corruption au sein de l'Administration des douanes est essentielle. Depuis 2013, la rotation des fonctionnaires appartenant à la catégorie des "cadres supérieurs" est devenue une mesure règlementaire obligatoire. La rotation du personnel est nécessaire, étant donné qu'une réaffectation régulière des fonctionnaires occupant des postes présentant un risque de corruption élevé les empêche de s'impliquer dans une relation de corruption soutenue avec les agents d'organisations subordonnées (contrôlées, supervisées).

Le plan de rotation pour les fonctionnaires de l'Administration des douanes de la Fédération de Russie est mis à jour tous les trimestres, en tenant compte des changements réguliers au niveau du personnel

(mesures organisationnelles et au niveau du personnel, révocations, etc.). Aucune discrimination en termes de genre n'a été identifiée au sein de la Douane.

Résultats des activités des unités de lutte contre la corruption de l'Administration des douanes au cours d'une période de neuf mois en 2020

Dans le cadre de leurs enquêtes, les Unités de lutte contre la corruption détectent des infractions commises par des fonctionnaires des douanes et par des personnes qui les poussent à commettre ces infractions. Les rapports sur les infractions détectées sont envoyés pour examen aux autorités chargées d'enquêter.

Suite à l'examen de ces informations par les organes d'enquêtes, 215 affaires pénales ont été initiées au cours d'une période de neuf mois en 2020, y compris 112 pour des infractions liées à la corruption (54 affaires impliquaient 42 fonctionnaires des douanes et 58 affaires impliquaient 61 individus ayant offert des pots-de-vin).

Voici quelques exemples illustrant la lutte contre la corruption menée au sein de l'institution:

Au cours du premier semestre 2020, l'Unité de lutte contre la corruption a permis de stopper des activités criminelles perpétrées par des fonctionnaires de l'Unité régionale des douanes de Moscou et du Bureau des douanes de la Baltique qui avaient reproduit et disséminé sans autorisation des informations officielles, qui étaient provenaient de sources d'informations de la Douane, ainsi que des personnes ayant demandé les informations et les organisateurs. Une procédure pénale a été engagée à leur égard.

Aussi, sur base des informations fournies par l'Unité de lutte contre la corruption, en avril 2020, un fonctionnaire du Département de la détection des infractions de l'Unité régionale des douanes de Moscou, ayant reçu un pot-de-vin pour plus d'un million de roubles, a été poursuivi pour avoir facilité le dédouanement de matériel dentaire très onéreux. L'intermédiaire (la personne qui a servi de lien entre les deux parties) a également été poursuivi.

En juin 2020, sur base d'un dossier produit conjointement par la Division anti-corruption de la douane de Pskov et le Service de la sécurité de la Fédération de Russie de la région de Pskov, un inspecteur des douanes du Département des contrôles douaniers du Bureau des douanes de Pskov a été poursuivi pour avoir essayé de soudoyer un Enquêteur du Département des enquêtes en lui offrant 20.000 roubles pour stopper une procédure pénale pour négligence à son encontre.

Turquie

La GRH: un outil important de la lutte contre la corruption

L'outil défensif le plus important que les administrations des douanes peuvent utiliser pour lutter contre la corruption est un système de gestion des ressources humaines performant (GRH). Recruter du personnel avec un très bon niveau d'éducation, leur accorder une rémunération suffisante, préserver les droits du personnel et offrir de bonnes conditions de travail ainsi que des opportunités de formation et de

développement personnel, un système de rotation des effectifs efficace, un système d'évaluation et de gestion de la performance, tels sont les éléments clés qui permettent à la douane de sensibiliser, relever le moral et motiver le personnel et prévenir la corruption.

L'Administration des douanes turque a pris la forme d'un Sous-secrétariat des douanes dans les années 2000, a intégré le Ministère des douanes et du commerce entre 2011 et 2018 et fait à présent partie du Ministère du Commerce depuis 2018.

La Douane turque a réalisé un important travail en matière de GRH depuis la fin des années 1990. Elle a mis en œuvre une GRH efficace et une planification qui garantit des prestations de service qui correspondent à la mission et vision de l'Administration et qui tient compte du fait qu'il est nécessaire d'employer du personnel qualifié, bien équipé pour réaliser son travail, ouvert au changement, et intransigeant au moment d'appliquer les valeurs éthiques.

Dans une étude sur le nombre d'effectifs de l'Administration des douanes sur plusieurs années depuis 2004 jusqu'à aujourd'hui, la répartition en termes de genre et le niveau d'éducation ont été examinés dans le cadre des progrès réalisés par l'Administration dans ces domaines et l'effet de ces progrès sur l'éthique professionnelle.

Le tableau n°1 montre le nombre d'effectifs qui travaillent à l'Administration centrale et dans les bureaux provinciaux en 2004, 2008, 2013 et 2019. Le nombre d'effectifs était de 7.714 en 2004, est passé à 8.685 en 2008, 14.581 en 2013 pour atteindre le chiffre de 20.558 en 2019, soit une augmentation de 165% comparé au nombre total d'effectifs de 2004.

Tableau 1: Nombre d'effectifs de l'Administration des douanes turque par année

	2004	**2008**	**2013**	**2019**
Administration centrale	1.225	1.427	2.219	4.379
Bureau provinciaux	6.489	7.258	12.362	16.140
Total	7.714	8.685	14.581	20.558

La période en question n'a pas seulement été témoin d'une augmentation des effectifs de la Douane turque mais aussi de la qualité de ses ressources humaines en termes d'égalité de genre et de niveau d'éducation. En 2008, les fonctionnaires de sexe féminin représentaient 36% de la force de travail de l'Administration centrale et 19% du personnel des Bureaux provinciaux, soit 22% du personnel au total. En 2019, le pourcentage est passé à 39% du personnel de l'Administration centrale, 30% du personnel provincial et 32% du personnel au total.

Tableau 2 a): Distribution du personnel par genre en 2008

	Administration centrale	**Bureaux provinciaux**	**TOTAL**
Femme	543	1.437	1.980
Homme	943	6.048	6.991

Table 2 b): Distribution du personnel par genre en 2019

	Administration centrale	**Bureaux provinciaux**	**TOTAL**
Femme	1.722	4.897	6.619
Homme	2.657	11.243	13.900

Pendant la période concernée, de nettes améliorations ont eu lieu en matière de niveau d'éducation du personnel employé par l'Administration des douanes turque.

Tableau 8 a): Niveau d'éducation du personnel en 2008

Doctorat	15
Diplôme de Master	636
Diplôme de Bachelier	3.883
Diplôme d'Associé	1.376
Diplôme d'études secondaires	2.540
Ecole primaire	521
Total	8.971

Tableau 8 b): Niveau d'éducation du personnel en 2019

Doctorat	70
Diplôme de Master	2.336
Diplôme de Bachelier	14.485
Diplôme d'Associé	1.169
Diplôme d'études secondaires	1.551
Ecole primaire	908
Total	20.519

En 2008, 34,1% du personnel douanier avaient terminé l'école primaire et l'école secondaire, 15,3% avaient obtenu un diplôme d'associé, 43,3% un diplôme de Bachelier, 7,1% un Master, et 0,2% un Doctorat. La proportion des employés titulaires d'un diplôme de Bachelier en 2019 a augmenté de 70%, la proportion du personnel avec un diplôme post universitaire était de 11%, et la proportion du personnel titulaire d'un doctorat de 0,3% avec un pourcentage total de diplômés universitaires de 88%, soit une augmentation de 22% par rapport aux chiffres de 2008.

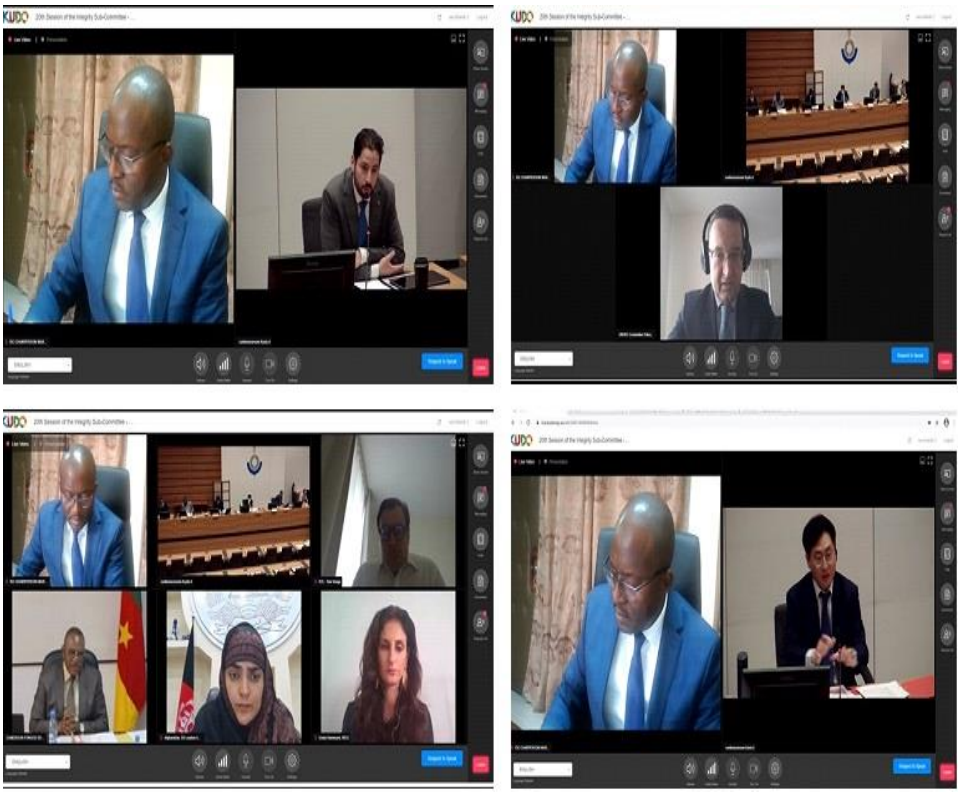
En 1996, l'Administration des douanes turque a commencé à employer des experts pour répondre à une demande pour du personnel spécialisé pour se conformer aux règles de l'Union douanière de l'Union européenne. Le personnel qui travaille dans ces unités, dont le titre a changé par la suite pour devenir "Experts commerciaux" et qui sont aujourd'hui au nombre 1.043 (584 hommes et 459 femmes), peuvent travailler en tant qu'experts pour autant qu'ils aient réussi un examen en deux parties : écrit et oral, et un examen en trois étapes consistant en un test écrit, une dissertation et une interview à la fin de la période de trois ans au cours de laquelle ils ont travaillé en tant qu'assistants experts. Tous les Experts commerciaux parlent au moins une langue étrangère et 38% (394 experts sur les 1.043) sont titulaires d'un diplôme de Master. Ces experts participent aux projets de réforme et de modernisation de l'Administration des douanes turque, en particulier au "Projet de modernisation de l'Administration des douanes", et ont joué un rôle important dans la réussite de ces projets.

Il est prouvé par de nombreuses études académiques, qu'il existe une relation inversement proportionnelle entre le niveau de corruption et le niveau d'éducation qui reflète une égalité de genre élevée au sein de l'organisation. Dès lors, il est indispensable pour une Administration des douanes d'avoir un nombre suffisant de personnel avec un niveau d'études élevé, distribué de manière égale en termes de genre, afin de renforcer l'éthique et mener une campagne de lutte contre la corruption efficace.

Informations récentes sur les activités de l'OMD liées à l'éthique

20ème session anniversaire du Sous-Comité sur l'éthique de l'OMD

Cette session a été caractérisée par le fait qu'il s'agissait d'une session anniversaire, en effet, 20 années se sont écoulées depuis que le Sous-comité a tenu sa première réunion en 2001. Le Sous-comité a consacré cette session au thème "Evolution du concept d'éthique dans la douane et la nécessité d'être réactif". Ce thème a été choisi car il met en évidence la nécessité pour la communauté douanière internationale de regarder en arrière, de faire le point sur les étapes franchies ensemble, de souligner les problématiques existantes, d'analyser et revoir les priorités et déterminer avec confiance les vecteurs pour les avancées et le travail à venir.



Les deux dernières décennies ont été témoin de progrès importants de la part des Membres de l'OMD s'agissant de renforcer l'éthique et de lutter contre la corruption au sein de la douane. Sur deux décennies, une douzaine d'outils et d'instruments de l'OMD ont été développés, y compris la Déclaration d'Arusha révisée qui reste pertinente pour définir des stratégies de lutte contre la corruption efficaces. En outre, des leçons importantes ont été retenues des projets de lutte contre la corruption et des projets de réforme. Toutes ces activités, réalisées en coordination avec le Sous-Comité sur l'éthique, ont sans aucun doute contribué à la campagne mondiale de lutte contre la corruption.

La 20e session du Sous-comité sur l'éthique (SCE) de l'OMD, placée sous le thème " ***Evolution du concept d'éthique dans la douane et la nécessité d'être réactif***", s'est déroulée en deux phases. La Phase 1, basée sur l'examen de documents, s'est tenue du 28 janvier au 11 février 2021 ; elle a été suivie par la Phase 2, les 25 et 26 février 2021, sous la forme d'une conférence sur l'internet qui a réuni plus de 240 délégués représentant des administrations membres, des partenaires de développement, des institutions universitaires, des observateurs et d'autres parties prenantes.

La réunion a été ouverte par M. Ricardo Treviño Chapa, Secrétaire général adjoint de l'OMD, qui a souhaité la bienvenue aux délégués et a rappelé que depuis 20 ans, en accord avec le thème de cette réunion, l'OMD et ses Membres renforçaient leurs capacités dans le domaine du développement de l'éthique. Il a mis en lumière les progrès significatifs réalisés par les Membres de l'OMD pour consolider les principes d'éthique et lutter contre la corruption dans les douanes. Il a souligné que, cette année en particulier, vu les difficultés immenses entraînées par la COVID-19 dans le monde, il était essentiel que la communauté douanière ne relâche pas ses efforts en faveur de l'éthique. Il a notamment insisté sur le fait que les douanes ont un rôle de plus en plus important à jouer face à cette crise car elles sont un acteur majeur de la chaîne logistique mondiale et que l'éthique est un élément clé de la sauvegarde du processus de rétablissement de l'économie dans le monde.

Dans son allocution d'ouverture, M. Constantine Palicarsky, de la Division Justice pénale et Prévention du crime de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a rappelé avec force qu'il convenait de préserver l'éthique dans les douanes lorsque des situations d'urgence se prolongent, comme c'est le cas lorsque survient une crise sanitaire mondiale. Il a insisté sur la nécessité d'élaborer des stratégies anticorruption sur la base d'une approche globale et holistique en accord avec la Convention des Nations unies contre la corruption et a répété qu'il était important de préserver l'éthique dans les institutions du secteur public. M. Palicarsky a ensuite fait une présentation détaillée des risques de corruption internes et externes que fait courir la pandémie et a souligné les facteurs de risques spécifiques aux douanes.

Le SCE a également bénéficié des débats animés d'une table ronde sur le thème « Bilan de deux décennies : évolution du programme d'éthique de l'OMD », avec la participation de Mme Amina Ahmady, Directrice générale de l'administration des douanes d'Afghanistan, de M. Edwin Nuvaga Fongod, Directeur général de l'administration des douanes du Cameroun et du Dr. Tom Voege, Chef des affaires européennes à la Chambre de commerce internationale. Les participants ont analysé comment l'évolution dynamique de l'environnement douanier et des facteurs extérieurs comme le recours aux nouvelles technologies, la transformation des normes commerciales, les lacunes affaiblissant les échanges commerciaux, les crises dans le monde, avaient eu un impact sur l'évolution de l'éthique dans les douanes. Ils ont débattu des grands défis à relever, des domaines prioritaires et de la voie à suivre par le SCE pendant la prochaine décennie.

Des présentations et des débats ont permis aux Membres de l'OMD de se familiariser avec le concept de " Contrats psychologiques » dont l'objectif est d'encourager des comportement axés sur l'éthique, en particulier en temps de crise. Ils ont aussi pu partager leurs expériences en matière de « gestion des conflits d'intérêts », en tenant compte des spécificités opérationnelles des douanes. Les délégués du SCE ont également été informés des activités et initiatives les plus récentes de l'OMD en matière d'éthique et ils ont discuté, examiné et approuvé une nouvelle version du Guide du développement de l'éthique de l'OMD. L'édition 2021 du GDE sera soumise à la Commission de politique générale et au Conseil pour approbation en juin 2021.

La 20ème session du SCE était présidée par M. Marcellin Djeuwo, Président par intérim, Directeur des TIC de l'administration des douanes du Cameroun. M. Ismail Nashid, administration des douanes des Maldives, a été élu Président du SCE et M. Marcellin Djeuwo, a été réélu Vice-président du SCE.

Résumé des dernières activités en matière d'éthique

Entre le 10 décembre 2020 et le 1er juillet 2021, l'OMD a réalisé plusieurs activités dans le domaine de l'éthique et a poursuivi sa coopération avec ses partenaires internationaux.

Missions de développement de l'éthique

En mars 2021, la Douane d'Ouzbékistan a accueilli une mission de l'OMD sur l'éthique en vue d'améliorer la stratégie en matière d'éthique de son Administration. Les participants à l'atelier ont été informés des bonnes pratiques en matière d'éthique dans le cadre de la gestion des conflits d'intérêts, de la cartographie des risques de corruption, du renforcement de l'efficacité de la fonction de contrôle interne et d'autres activités. L'atelier a été réalisé en ligne sur trois jours, du 3 au 5 mars 2021, et a compté sur la participation d'environ 50 fonctionnaires des douanes.

En février et mars 2021, l'OMD a réalisé une enquête de perception de l'éthique au Brésil pour compléter le diagnostic par une évaluation quantitative.

En mai 2021, l'OMD a réalisé une évaluation de l'éthique à distance pour l'Administration douanière et fiscale d'Afrique du Sud (SARS) ainsi qu'une enquête de perception de l'éthique dans le cadre du Programme de soutien à la facilitation des échanges dans les pays à revenus intermédiaires OMD-FCDO.

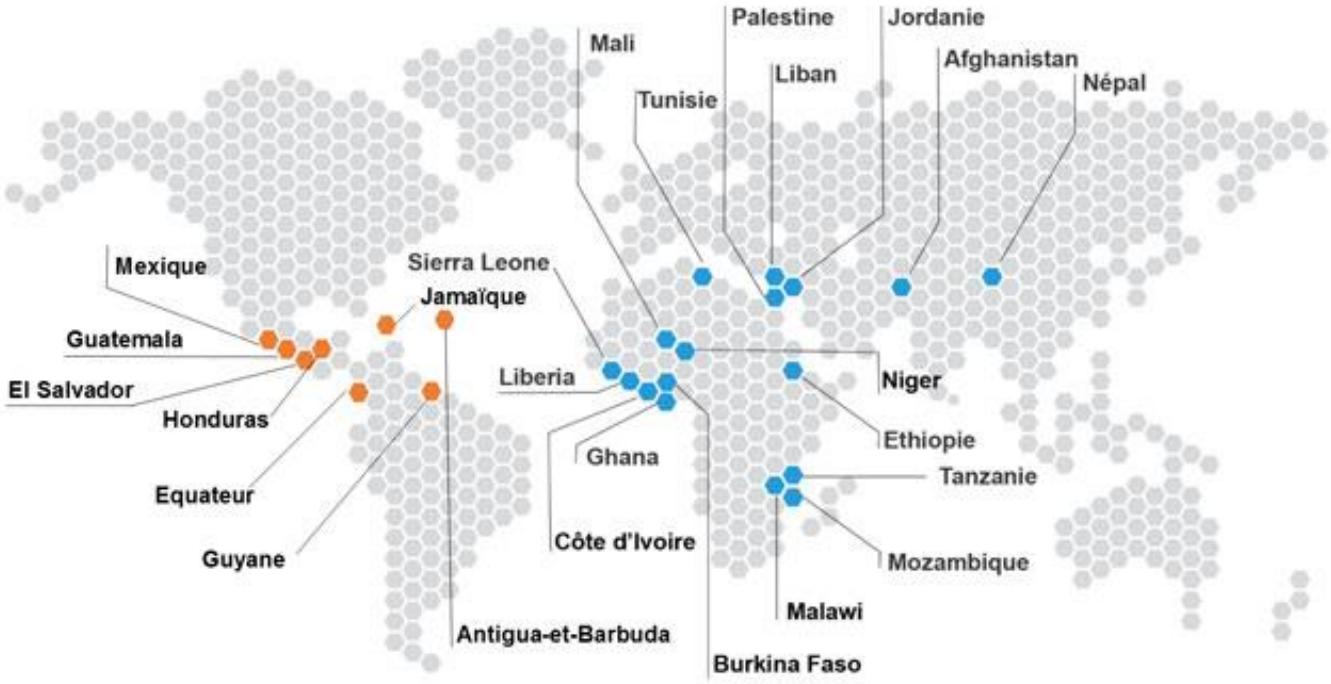
Coopération avec les autres organisations internationales

L'OMD a participé à plusieurs réunions organisées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC). La participation de l'OMD a porté sur le suivi des activités, une réunion intersessions de la Conférence des Etats parties à l'UNCAC sur les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) qui s'est tenue du 22 au 23 février 2021, une session spéciale de la Conférence des Etats parties à l'UNCAC sur les préparatifs de l'UNGASS, qui s'est tenue le 7 mai 2021 et une réunion d'experts ONUDC/CNUCED sur la corruption dans le contexte des investissements internationaux, qui s'est tenue les 18 et 19 mai 2021.

Programme A-CPI

Lancé en janvier 2019, le **Programme anti-corruption et promotion de l'intégrité des douanes (A-CPI) est une réponse aux coûts notoirement élevés de la corruption dans les douanes**. Le programme a pour but d'améliorer l'environnement en matière d'échanges transfrontaliers dans certains pays membres de l'OMD, en apportant des modifications au contexte opérationnel et administratif de façon à restreindre les comportements entachés de corruption et à promouvoir la bonne gouvernance dans les opérations et l'administration douanières. Ces modifications s'inspirent et s'inscrivent dans la logique des dix éléments clés de la Déclaration d'Arusha révisée sur la bonne gouvernance et l'éthique en douane.

Grâce à un financement supplémentaire du Norad, ce Programme phare s'est élargi en passant de 11 Membres de l'OMD en 2019, à 17 en 2020, et soutient à présent 25 pays bénéficiaires grâce à un nouvel arrangement conclu avec le Canada au début de cette année pour élargir le Programme à la région des Amériques.



En réponse à la pandémie de COVID-19, des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités ont été réalisées à distance dans le cadre du Programme depuis mars 2019. Ces activités comprennent des sessions de planification virtuelles régulières pour développer et examiner les Documents d'information de chaque pays A-CPI, et le développement et la réalisation de formations virtuelles dans des domaines tels que l'engagement des parties prenantes, le développement organisationnel et le contrôle interne.

Ces formations virtuelles pourront être utilisées à l'avenir par d'autres Membres de l'OMD et sont complétées par un nouveau module e-learning de l'OMD sur l'éthique, développé grâce au financement du Norad, via le Programme A-CPI et à présent disponible pour tous les Membres de l'OMD sur la plateforme CLiKC! de l'OMD en anglais, français, arabe, espagnol et russe.

Les webséries sur l'éthique qui ont été réalisées dans le cadre du Programme A-CPI sont également accessibles à tous les Membres de l'OMD et autres parties intéressées depuis juillet 2020. Les épisodes des webséries accueillent des orateurs invités du Secrétariat de l'OMD et des Membres pour débattre de

questions relatives à la lutte contre la corruption en douane et fournissent des informations sur les principaux outils et instruments de l'OMD en matière d'éthique. Les administrations des douanes, les autres organisations internationales et les représentants du secteur privé trouveront ces épisodes très utiles et instructifs, étant donné qu'ils devraient permettre d'engager des discussions sur la question de l'éthique en douane.

Au début de cette année, sept autres administrations membres de l'OMD et partenaires du programme A-CPI ont réalisé une enquête de perception de l'éthique en douane (CIPS), et viennent s'ajouter aux dix administrations qui ont participé à l'enquête en janvier et février 2020. Ceci porte le nombre total de répondants à l'enquête (douane et secteur privé) réalisée dans le cadre du Programme OMD A-CPI à environ 10.000; cette enquête a donné lieu à plus de 500.000 données à analyser.

Avec l'aide d'experts en analyse de données de la Douane des Pays-Bas, certaines des données anonymes recueillies par le biais de la CIPS ont été étudiées pour faire ressortir les tendances qui pourraient intéresser les Membres de l'OMD. La méthode, les questionnaires et les leçons retenues du projet pilote sur la CIPS du Programme A-CPI ont été compilés dans des Directives. L'analyse et les Directives sont disponibles sur le site web du Programme A-CPI et accessibles à tous les Membres de l'OMD.

Le Programme A-CPI permet aux Membres qui sont confrontés à des défis similaires de partager leur expérience s'agissant de trouver des solutions à la corruption. Dix-sept administrations partenaires du Programme A-CPI financé par le Norad se sont réunies à l'occasion d'une réunion des coordinateurs A-CPI du 15-17 mars 2021, pour partager leurs expériences et échanger sur les nouvelles orientations pratiques des activités de lutte contre la corruption.

Une de ces orientations est l'introduction d'un Réseau nouvelle génération afin de préparer et impliquer activement les prochaines générations de fonctionnaires des douanes à lutter contre la corruption et à promouvoir l'éthique. Ce concept a été appliqué de manière réussie au sein de l'Agence des Services frontaliers du Canada (ASFC) et est en train d'être testé dans certains pays ACPI; la Tunisie a été le premier pays à prendre des dispositions pour avoir son propre Réseau nouvelle génération le mois dernier.

Le Programme A-CPI est un terrain fertile qui permet de générer de nouvelles idées, outils et matériel pour aider les Membres de l'OMD dans leurs efforts dans le cadre de la lutte contre la corruption et la promotion de l'éthique. En s'appuyant sur les efforts conjoints des Membres de l'OMD en matière d'éthique dans un environnement contrôlé reposant sur des résultats, et en impliquant une variété de parties prenantes, le Programme A-CPI fait office de point central du changement et de moteur pour renforcer l'éthique douanière de par le monde.

Abréviations

A-CPI - Programme anti-corruption et promotion de l'intégrité des douanes

AGT - Administration fiscale et douanière d'Angola

CLiKC! - Customs Learning and Knowledge Community

CNFE - Comité national de la facilitation des échanges

CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

COVID-19 - Maladie à coronavirus 2019

DIAN - Administration fiscale et douanière de Colombie

FCS - Service des douanes de la Fédération de Russie

FMI - Fonds monétaire international

GDE - Guide pour le développement de l'éthique

GRH - Gestion des ressources humaines

ICCS - Système de dédouanement automatisé intégré

IRICA - Administration des douanes de la République islamique d'Iran

MIAD - Programme de modernisation douanière intégré

NII - Inspection non-intrusive

Norad - Agence norvégienne de coopération au développement

NTCA - Administration fiscale et douanière de Hongrie

OMD - Organisation mondiale des douanes

ONUDC-Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

SCE - Sous-Comité sur l'éthique

SMS - Short Messaging System

SECO - Secrétariat d'Etat à l'économie suisse

UNGASS- Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES

Rue du Marché, 30

B-1210 Bruxelles - Belgique

Tél: +32 (0)2 209.92.11

Fax: +32 (0)2 209.92.92

capacity.building@wcoomd.org

www.wcoomd.org

Date de publication

Juin 2021

Copyright © 2021 World Customs Organization

Tous droits réservés. Toute demande concernant la traduction, la reproduction ou l'adaptation du présent document doit être adressée à copyright@wcoomd.org

WORLD CUSTOMS ORGANIZATION